

## Affaire Proglio

## Même la droite était outrée !

**A** moins de deux mois des élections régionales, la majorité se serait bien passée d'une nouvelle polémique. Il n'y a eu que l'inébranlable porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, pour ne rien trouver à redire, avant que le pouvoir ne le désavoue, à la double rémunération d'Henri Proglio. Même le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, avait reconnu que le salaire du nouveau patron d'EDF « peut choquer » mais c'était, jurait-il, « le prix de la rémunération de grands dirigeants ». Que dit-il désormais ? Son collègue Eric Woerth



Le ministre du Budget, Eric Woerth, et le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, reconnaissent eux-mêmes que la rémunération d'Henri Proglio « pouvait choquer ».

(Budget) « comprenait » lui aussi la polémique. Les cocus...

En privé, les ministres étaient encore plus diserts. « Cela pose la question de l'autorité politique que le patron d'une grande entreprise publique gagne 10 fois plus que le chef de l'Etat », notait l'une d'eux.

Du côté des députés, c'était aussi l'incompréhension et la colère qui dominaient. Pour la villepiniste Marie-Anne Montchamp, il s'agissait d'un « avatar de la chienlit actuelle. [...] Il est urgent que le président évite ces messages brouillés à tous ceux que la crise vient de maltraiter durement ».

Son collègue UMP François Goulard constatait une « explosion des rémunérations des cadres depuis quinze ans. Même si l'on est au niveau des standards internationaux, cette hausse, combinée à un bouclier fiscal plus qu'avantageux, a un effet dévastateur dans l'opinion ».

Pour la députée Valérie Rosso-Debord, pourtant une proche de François Fillon, « à partir du moment où on vient au service d'une entreprise publique, on doit respecter les règles du service public, qui ne sont pas celles du capitalisme le plus exacerbé ». ■ **V.S.**

## Questions à Gare à la provocation

PAR JEAN ARTHUIS\*

**Marianne :** Dès l'annonce de la nomination d'Henri Proglio à la tête d'EDF sans qu'il renonce aux commandes de Veolia, vous vous êtes inquiété. Les faits vous donnent raison...

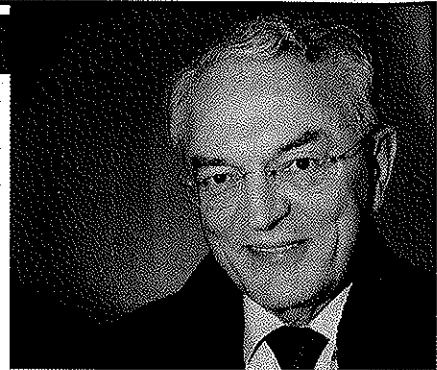
**Jean Arthuis :** Au mois de novembre, j'ai interpellé le gouvernement à ce sujet et Mme Lagarde m'a répondu qu'Henri Proglio ne percevrait qu'une seule et unique rémunération. Selon elle, il ne devait plus toucher un seul centime d'euro de Veolia. Visiblement, elle n'avait pas toutes les cartes en main.

**Cela pose-t-il le problème de la parole gouvernementale ?**

**J.A. :** Cela pose surtout la question de la doctrine gouvernementale en matière de gouvernance des entreprises contrôlées par l'Etat. Deux problèmes se posent en la circonstance. D'abord, le niveau de la rémunération, qui est incompréhensible pour tous ceux qui ont des revenus infiniment plus modestes. Je rappelle que le prédécesseur d'Henri Proglio à EDF, Pierre Gadonneix, a perçu 1,2 million d'euros pour l'année 2008. Ensuite, j'estime qu'il y a un problème d'incompatibilité dans le cumul des deux fonctions. EDF, c'est 64 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 161 000 employés ; Veolia, c'est 36 milliards et 336 000 salariés. Ces deux entreprises ont chacune besoin d'un président à plein temps.

**Iriez-vous jusqu'à dire, comme le député socialiste Arnaud Montebourg, qu'il y a des risques de conflits d'intérêts ?**

**J.A. :** Bien sûr. Les deux entreprises ont une filiale commune, Dalkia, active dans la gestion des réseaux de chaleur et dans l'ingénierie énergétique. Si demain cette filiale doit aller vers l'une des deux entreprises, comment va-t-on fixer le prix de la cession ? Une bonne gouvernance



Yolande Mignot / le courrier de l'ouest / photoparc

nécessite une véritable indépendance de la part du président d'EDF.

**Les défenseurs d'Henri Proglio affirmaient que sa double rémunération n'était pas excessive au regard de celles de l'ensemble des grands patrons du CAC 40...**

**J.A. :** Je ne remets pas en cause les qualités managériales de M. Proglio. Ce que je critique, c'est le management de l'Etat. Comme pour les traders, on nous dit : « il y a un marché. » Mais ces marchés ont-ils un sens ? C'est en terme d'éthique que la question se pose. Les grands patrons doivent avoir une conscience de leurs responsabilités en matière de cohésion sociale. Aujourd'hui, la nation a besoin de se rassembler pour faire face à la crise. On a besoin de responsabilité et d'équité. Je mets en garde cette communauté managériale : il est important qu'elle reste considérée et estimée. Pour cela, elle doit faire attention aux attitudes suscitant l'incompréhension et dont certaines prennent l'allure de provocations.

**Le fait qu'Henri Proglio soit un proche du président de la République n'accrédite-t-il pas l'idée que le nouveau patron d'EDF bénéficie d'un beau « cadeau » ?**

**J.A. :** Il faut qu'il y ait des principes. Quand il y a des relations d'amitié, il faut que les principes transcendent les pratiques. Une certaine « distance » est nécessaire pour prévenir toute situation embarrassante qui fait naître les interrogations, voire les soupçons, et qui brouille le message gouvernemental. ■

**Propos recueillis par Vanessa Schneider**

\* Président de la commission des Finances du Sénat et membre du groupe Union centriste.